

Mauvaises nouvelles pour Sarkozy au premier jour de sa présidence de l'UE

PARIS (AFP) - Le président français Nicolas Sarkozy a pris les rênes mardi de l'Union européenne dans un climat de crise, encore alourdi par le refus du président polonais de ratifier le traité de Lisbonne et de vives critiques venues de Bruxelles.



© AtlasVista
José Manuel Barroso et Nicolas Sarkozy le 1er juillet à l'Elysée à Paris (© AFP/Archives - Gerard Cerles)

Le jour même de l'entrée en vigueur de la présidence française pour six mois, M. Sarkozy a essuyé coup sur coup deux mauvaises nouvelles.

La première est arrivée de Varsovie, lorsque le président Lech Kaczynski a annoncé par surprise qu'il ne ratifierait pas le traité de Lisbonne, selon lui "sans objet" après le rejet irlandais de ce texte.

M. Sarkozy a assuré qu'il ne "pouvait pas imaginer" que son homologue polonais "puisse remettre en cause sa propre signature" sur un texte qu'il a déjà signé à l'issue de négociations à Bruxelles puis à Lisbonne.

"C'est une question morale, c'est une question d'honnêteté", a dit le président français, en ajoutant qu'il allait "prendre contact" avec M. Kaczynski.

Le second revers de la journée est venu de Bruxelles: le commissaire européen au Commerce Peter Mandelson a jugé "fausses" et "injustifiées" des attaques de M. Sarkozy contre lui.

Il a surtout estimé que ces critiques nuisaient à l'unité européenne dans les négociations à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

M. Sarkozy s'en était pris la veille à la télévision à la position défendue à l'OMC au nom de l'UE par M. Mandelson sur l'agriculture, assurant qu'il ne "laisserait pas faire".

M. Mandelson a néanmoins fait mardi le voyage à Paris avec le reste des membres de la Commission européenne, emmenés par son président José Manuel Barroso. Il a participé à un déjeuner suivi d'une réunion de trois heures avec le Premier ministre François Fillon et son gouvernement.

Il s'est en revanche fait excuser pour le dîner au palais présidentiel de l'Elysée.

"Nous abordons cette présidence avec gravité parce que la situation est difficile et que les défis s'accumulent", a déclaré M. Fillon, tandis que M. Barroso parlait d'"une Europe à l'épreuve".

Nicolas Sarkozy aura fort à faire après le rejet en juin par les Irlandais du traité de Lisbonne, un texte censé sortir pour de bon l'UE de la crise institutionnelle provoquée en 2005 par les "non" néerlandais et français à la Constitution européenne.

Le refus du président polonais s'ajoute désormais aux incertitudes tchèques, alors que M. Sarkozy voulait "circonscrire le problème" institutionnel à l'Irlande.

"On n'a pas trop de temps" pour trouver une solution avant "la limite" des élections européennes de juin 2009, a-t-il rappelé en réaffirmant que tout nouvel élargissement se trouvait bloqué de facto.

Il devait se rendre le 11 juillet à Dublin, un voyage reporté mardi au 21 juillet pour cause d'agenda surchargé.

A Paris, l'heure était malgré tout aux symboles unitaires. La Tour Eiffel a été illuminée de bleu, ornée des douze étoiles du drapeau européen. Et une cérémonie solennelle a eu lieu en fin d'après-midi à l'Arc de Triomphe, en haut des Champs-Élysées, où ont été joués les hymnes français et européen.

Malgré l'ambiance de crise, M. Sarkozy continue d'afficher son volontarisme.

Il a dit s'être mis d'accord avec M. Barroso sur le lancement de deux "actions concrètes", la première pour un plan européen sur la maladie d'Alzheimer et la seconde sur un "Erasmus" pour favoriser la mobilité des jeunes apprentis, sur le modèle de ce qui existe déjà pour les étudiants.

Paris a fixé quatre priorités "concrètes" pour son semestre: adoption d'une série de mesures en matière de climat et d'énergie, pacte européen pour l'immigration, relance de l'Europe de la défense et agriculture.

Mais, pour donner de l'éclat à sa présidence, M. Sarkozy compte surtout sur le lancement en grande pompe de son projet d'Union pour la Méditerranée (UPM), lors d'un sommet le 13 juillet à Paris.